

LES ENTRETIENS DE L'INFORMATION

24^{ème} Université de la Communication, Hourtin (Gironde)

mardi 26 août 2003, après-midi

La crise irakienne

Introduction par Olivier Da Lage

Olfa Lamloum, politologue, université Paris X-Nanterre, analyse pour le compte de l'Institut Panos le traitement de l'information dans les médias arabes et s'est penché pendant la durée du conflit sur le traitement qui était fait par la chaîne arabophone satellitaire Al-Jazzira.

Jean-Marie Charon, sociologue des médias, président de l'association Les entretiens de l'information, présentera une comparaison concernant le traitement qui a été fait du conflit du Golfe de 1990-1991 et celui de 2003.

Éric Rouleau, ancien journaliste, ancien ambassadeur et à nouveau journaliste, nous aidera à remettre tout cela dans la perspective régionale et historique.

Éric Wishart, rédacteur central de l'AFP, présentera la façon dont une grande agence mondiale, française en l'occurrence, a mis en place un dispositif de couverture et ses rapports à la fois avec ses sources et sa clientèle en tant qu'Agence connotée « française ».

Caroline Sinz, envoyée spéciale de France 3, a notamment couvert l'attaque de l'hôtel où elle résidait.

Renaud Bernard, envoyé spécial pour France Info à Bagdad, avant et pendant le conflit.

Hervé Mariton, député UMP de la Drôme, parle parfaitement l'anglais et est donc très souvent invité par les médias anglo-saxons, l'un des adeptes de ce que l'on a appelé la ligne « pro-américaine ».

La guerre d'Irak du printemps 2003 était tout sauf un conflit imprévu. Le compte à rebours était clair depuis l'automne et tout le monde a pu s'y préparer, y compris les organisations de médias. Ils s'y sont préparés à la fois sur le plan matériel - dispositif de couverture mis ou non en place - et sur le plan intellectuel - il suffit de se rappeler le nombre d'articles, de livres et de colloques qui ont pu avoir lieu en 1991-1992 pour revenir sur ce que l'on a appelé les dérapages de la Guerre du Golfe, les insuffisances ou les défauts de couverture et il est clair que dans toutes les radios, toutes les télévisions, tous les journaux, on a eu à coeur de voir comment il était possible d'éviter de retomber dans les mêmes travers que ceux qui avaient été dénoncés. Ces préparatifs ont-ils été suffisants ? Lorsqu'ils l'ont été, ont-ils permis d'éviter ces travers ou d'autres ont-ils apparu ? Le fait que la France n'était pas engagée militairement dans le conflit, contrairement à ce qui était le cas en 1990-1991 a certainement modifié la couverture que l'on aurait eue si les unités françaises y avaient été engagées. En même temps, la position en pointe du gouvernement français et le relatif unanimité qui avait lieu en France, la symbiose entre la position officielle et la plupart des médias français posent d'autres questions et, notamment, le fait de savoir si nous aurions eu cette même couverture si le gouvernement français avait adopté une autre position et si les soldats français avaient participé au conflit.

§ Jean-Marie Charon, sociologue des médias, CNRS

En douze ans, nous avons donc eu la perspective de pouvoir comparer deux crises dans la même région, avec le point commun que ces crises n'étaient pas imprévues. Dans les deux cas, elles ont été précédées d'une période relativement longue, dans un cas un ultimatum formalisé et, dans un autre cas, une crise qui avait mûrie et permettait de percevoir que l'on allait, quasiment inéluctablement, vers une situation de guerre. Cela a conduit au fait que les médias, dans les deux cas, ont eu le temps de s'y préparer.

La crise de 1991 est souvent identifiée comme l'un des grands moments de la défiance à l'égard des médias : lorsqu'on parle de la crise de confiance à l'égard des médias français, on rappelle toujours, peut-être de manière excessive, les problèmes du traitement de la crise roumaine et de celui de la Guerre du Golfe. Il faut faire attention, dans cette comparaison, à ne pas faire comme si, en douze ans, il ne s'était rien passé. En réalité, si le traitement de la guerre de 2003 est assez différent du traitement de la guerre de 1991, c'est, d'une part, parce qu'il y a eu une remise en cause, un doute, un débat public, sur la manière dont nous avons travaillé en 1991, mais c'est aussi parce que, entre-temps, il y a eu toute une série de crises, de guerres - dans les Balkans, au Rwanda, en Afghanistan, en Somalie ... - qui, à chaque fois, ont été des moments forts au cours desquels, à chaque fois, on s'est interrogé sur la manière dont travaillaient les rédactions. Il me semble que les Rédactions ont abordé la guerre de 2003 avec une approche qui s'était transformée : d'une part, individuellement, les journalistes qui allaient être envoyés pour couvrir cette crise étaient certainement plus conscients des différents types de dangers, personnels ou en termes d'erreurs techniques ou professionnelles et, d'autre part, les Rédactions abordaient cette crise avec une prudence plus grande et avec l'obsession de la manipulation.

L'une des caractéristiques de 1991 est que l'on a largement occulté le fait que l'information en temps de guerre est toujours une information à haut risque. Il n'y a pas d'information possible sur la guerre qui soit une information satisfaisante : elle est, par définition, un moment de confrontation avec des opérations de manipulation, d'instrumentalisation des médias - pour des objectifs qui peuvent, d'ailleurs, être légitimes pour les états-majors ou les forces politiques en présence - et il me semble que l'on avait oublié ce phénomène en 1991. La première caractéristique de 1991 me semble donc être une erreur d'appréciation - presque une illusion de puissance - sur ce qu'était la capacité pour les médias à s'autonomiser sur le terrain des opérations et à être capables de rendre compte d'une guerre « en direct », sans avoir à être dépendant de ce qu'allait être la communication, la propagande militaire ou officielle. Il faut se souvenir que cette erreur était certainement largement nourrie par le fait que l'on avait très mal apprécié ce que les technologies nouvelles et, notamment, celles dont les télévisions disposaient, allaient permettre de rendre comme réelle information sur ce qui se passait, sans voir que ces moyens sont aveugles si on ne les laisse pas se déployer sur le terrain ou si on ne leur donne pas les capacités de s'y mouvoir. Ceci est d'autant plus vrai que la période de l'ultimatum, qui avait donné le sentiment aux télévisions et aux Rédactions qu'elles pouvaient évoluer sur le terrain, aller d'un régiment à un autre, d'une unité à une autre, de filmer, d'interviewer, etc., avait pu laisser présager que la guerre se déroulerait, elle aussi, dans ces conditions-là.

J'ai évoqué une erreur de diagnostic certainement liée à la technique - on avait vraiment l'impression que les technologies dont nous disposions nous donnaient des possibilités nouvelles -, mais il y a également un phénomène de génération : celle qui a traité la guerre de 1991, par chance, était une génération journalistique qui n'avait pratiquement pas connu de guerres. Un grand nombre de journalistes vivaient sur des récits qui leur avaient été faits de la guerre du Vietnam ou de la guerre d'Algérie. Même si quelques journalistes connaissaient ce type de crise, la grande majorité de la collectivité des journalistes étaient dans ce cas et je me souviens que dans les premiers débriefings effectués sur la crise roumaine, c'est l'un des éléments mis en avant : le fait que la plupart des journalistes ne connaissaient pas réellement ce qu'était une situation de conflit militaire a fait qu'ils étaient d'autant plus réceptifs à des informations non crédibles.

Une troisième caractéristique de la guerre de 1991 était la « mise en scène ». Nous étions en pleine période de concurrence exacerbée entre les médias audiovisuels : le nouveau paysage audiovisuel se mettait en place, deux chaînes commerciales

nouvelles - TF1 et la Cinq - tentaient de prendre le leadership, en grande partie en jouant la carte de l'information, et cela avait conduit à prendre des dispositifs de studio, d'habillage et de manière de « jouer » les correspondants sur le terrain - même si, finalement, ceux-ci ne voyaient pas grand-chose - sur un mode délibérément de surenchère. Ces « mises en scènes » rappelaient beaucoup trop la fiction, voire même les jeux vidéos, dans la manière dont on jouait sur les images avec les nouveaux outils électroniques dont disposaient les Rédactions avec, notamment, l'utilisation d'images virtuelles.

Une autre caractéristique des éditions spéciales consacrée à la guerre en 1991 a été l'omniprésence des conseillers militaires, des généraux ou militaires en retraite, à l'antenne, comme si sur un conflit militaire intéressant une région comme le Golfe, les seuls domaines sur lesquels on avait besoin d'obtenir une expertise étaient les aspects de manoeuvre de terrain, d'armements disponibles, de stratégie ... avec assez peu d'approches de fond, de mises en perspective, d'intervention d'experts des questions économiques et sociales, de la région. Cela renvoie à la question évoquée en introduction : l'un des problèmes de la guerre de 1991 est évidemment que la France était engagée militairement, que les médias français avaient dû signer des conventions avec le SIRPA - le service de communication des armées - qu'ils ont souvent sous-estimées au départ, pensant que ce n'était que des « bouts de papiers » dont ils feraient ce qu'ils voudraient une fois sur place. En réalité, la contrainte de la communication par l'armée française s'est révélée plus forte sur le terrain et cela s'est aussi traduit par le fait qu'on a beaucoup proposé aux chaînes de télévision des conseillers, de manière bienveillante, qui pouvaient expliquer ce qu'était une guerre, faute d'avoir peut-être une véritable expertise sur ce qui se passait réellement dans la région.

Enfin, je voudrais rappeler qu'un dispositif de pools avait été choisi par les Américains. Il s'agissait de regrouper les journalistes à proximité de certaines unités, plutôt proches des états-majors, en les faisant très peu circuler sur le terrain et en les faisant circuler sur des endroits bien précis qui ne permettaient pas de voir grand-chose, d'où une espèce de frustration, la fameuse « guerre en direct » que l'on n'a jamais vue, etc. On a su assez vite, par la suite - le général Schwartzkof s'en est expliqué relativement crûment -, que les médias avaient fait partie d'une opération d'intoxication évidente et, notamment, qu'ils participaient d'une stratégie dans laquelle on essayait de faire croire aux Irakiens qu'on allait les attaquer par la mer alors que, en réalité, on les attaquerait par la terre.

Un certain nombre de leçons ont été tirées de l'expérience de 1991. Tout d'abord, on a, me semble-t-il, en grande partie abandonné les dispositifs clinquants, rappelant le spectacle ou les jeux vidéos. On a utilisé d'emblée des tons plus modestes et modérés. Dans les dispositifs, la question de la manipulation a été immédiatement intégrée : dès que les journalistes ont pris l'antenne et ont traité les premières heures de la guerre, ils ont fait sentir que les sources dont ils dépendaient pouvaient potentiellement les entraîner vers des versions fausses de la situation.

Assez prévenues sur le fait qu'elles risquaient de se faire coincer dans des dispositifs rigides - comme cela avait été le cas en 1991 avec les pools -, les Rédactions ont davantage eu le souci de diversifier leur manière d'être présentes sur le terrain. Il est assez frappant de constater que les mêmes Rédactions se sont à la fois débrouillées pour suivre les unités militaires, mais aussi pour avoir des journalistes fonctionnant sur un mode unilatéral ou indépendant, avoir autant de journalistes à Bagdad que sur le terrain, etc.

Par ailleurs, on a mobilisé un certain nombre de journalistes et de moyens pour suivre ce qui se passait sur les chaînes anglo-saxonnes, mais aussi arabophones, pour avoir le sentiment que l'on pouvait jouer sur un ensemble d'éléments beaucoup plus souples permettant davantage aux Rédactions de se faire une idée un peu plus proche de la réalité de ce qui se passait sur le terrain.

En troisième lieu, il y a une prudence dans le propos plus grande : il était frappant de voir à quel point on a parlé de « sources » ; on a beaucoup parlé au conditionnel ; très fréquemment, on a entendu les journalistes, notamment les envoyés spéciaux, rappeler quelle était la réalité de leurs sources et ce que cela signifiait : ils expliquaient exactement les conditions dans lesquelles ils pouvaient ou ne pouvaient pas travailler. De la même manière, on a voulu donner un regard sur ce que les médias anglo-saxons et arabophones disaient, en les mettant

souvent en perspective. C'est une évolution dans la manière de traiter l'information sur ce conflit.

D'autre part, il me semble que parmi les grandes évolutions positives, il y a eu aussi le fait que l'on est un peu sorti, dans la plupart des rédactions, d'une vision assez manichéenne des choses. En 1991, on avait l'impression que l'on avait les « bons » et les « méchants » et que l'essentiel de la grille était présenté en ces termes. La compréhension des raisons pour lesquelles certaines régions du monde pouvaient réagir autrement, pour lesquelles les enjeux pouvaient être lus différemment selon l'endroit où on était, etc., n'avait pas été beaucoup fait. Il me semble que là, au contraire, il y a eu un travail qui a tenté à plusieurs reprises, via des experts, des invités, l'utilisation de médias étrangers, etc., de mettre en évidence que les grilles de lecture pouvaient être diverses et enrichies. De plus, cela a été renforcé par le fait que beaucoup de Rédactions ont eu tendance, pendant cette période-là, à essayer de travailler à partir de dossiers de fond : on ne s'est pas contenté d'un suivi « à chaud », mais il y a eu une volonté de travailler sur des dossiers assez approfondis. C'est un peu ce qui s'était passé après le 11 septembre avec des dossiers sur l'Islam, sur des questions qui étaient mal connues du public français : une démarche pédagogique a été menée et il me semble que cette manière de faire participe d'une façon de sortir d'une approche trop manichéenne.

Enfin, j'évoquerai l'intervention du public. Il me semble intéressant de constater que, tout au long de cette crise, on a multiplié des espaces dans lesquels le public pouvait intervenir, non seulement pour poser des questions, mais pour s'exprimer, dialoguer, interpellier les journalistes et les experts. Cela permet d'enrichir le mode de traitement de ce type de crise en n'en faisant pas seulement un moment où il y a une pression très forte en matière d'information, mais aussi un moment où on permet au public de s'exprimer et d'avoir une sorte de décompression par rapport à la tension créée par la crise.

Là où, en revanche, les choses ne me semblent pas avoir suffisamment évolué et où perdurent un certain nombre de difficultés, c'est en premier lieu qu'il me semble qu'il y a surtout eu une remontée d'information extrêmement parcellaire. Il est vrai que l'on voyait des moments de conflits, contrairement à ce qui s'était passé en 1991, des victimes, des combattants sur le terrain, mais en même temps, il s'agissait de visions partielles qui permettaient rarement de reconstituer ce qu'était l'ensemble du problème. Finalement, lorsqu'on voulait revenir à la dimension d'ensemble, on était renvoyé à la question des comptes rendus des porte-paroles d'états-majors qui, à Doha ou à Bagdad, délivraient leur vision des choses. On ne sortait pas tellement, finalement, de cette incapacité de pouvoir rendre compte d'une manière relativement autonome de ce qu'était la réalité de la guerre. Ce n'est pas parce qu'on avait des éléments de réalité sous les yeux que l'on avait une vision de ce qu'était réellement l'événement.

En deuxième lieu, il faut évoquer la question de l'empathie selon le lieu où le journaliste est disposé. À partir du moment où les journalistes sont, pendant une période prolongée, en communauté avec des combattants, en proximité avec des populations, il y a un phénomène de compréhension, de sensibilité à l'égard des souffrances et des difficultés vécues par ces personnes, et cela ne donne pas une vision améliorée et pertinente de la situation. De ce point de vue, je suis assez critique : je me souviens avoir lu dans L'Humanité un propos de Jean-Paul Perriot qui disait que, finalement, la « boussole » dans le traitement de ce conflit était la souffrance des populations civiles. Or, si l'on se souvient du conflit des Balkans, les populations civiles serbes ou musulmanes vivaient des drames similaires et ce n'est pas ce qui permettait d'avoir une vision juste de la situation et des enjeux de celle-ci. Cela peut même donner lieu à des formes journalistiques un peu surprenantes : en relisant dans Le Monde les articles de Rémi Ourdan et ceux de Yves Eudes, on pouvait se demander s'ils parlaient de la même guerre et s'ils appartenaient au même journal.

Je pense que, malgré tout, il y a toujours de la mise en scène - je pense, notamment aux mises à bas des statues de Saddam Hussein.

Enfin, les éditions spéciales ont quand même existé, même si elles ont été traitées plus sobrement, avec d'autres experts, mais là encore on peut se reposer la question de ces experts, auxquels on ne posait pas toujours les questions correspondant à leurs vrais domaines de compétence.

§ Renaud Bernard, envoyé spécial pour France Info à Bagdad, (avant et pendant le conflit)

Nous avons, effectivement, eu le temps de nous préparer parce que, pour les plus avertis d'entre nous, il était évident, depuis novembre 2001, dès que George W. Bush a commencé à dresser des listes de pays « cibles », qu'un jour l'Irak deviendrait le théâtre d'un conflit.

À l'inverse de 1991, nous disposions de l'expérience. En effet, les journalistes qui étaient partis couvrir le conflit irakien en 1991 ne savaient pas, pour la plupart, ce qu'était le régime baassiste : nous, nous savions que ce régime était une dictature, qu'il encadrait les journalistes et qu'il n'aimait pas les journalistes et les empêchait de travailler ; nous connaissions l'ampleur des exactions commises parce que la littérature et les rapports d'enquêtes concernant l'Irak étaient publics, d'autant que depuis le développement d'Internet, chacun peut avoir accès à des documents très sérieux et très précis, notamment les documents des Commissions d'enquête des Nations unies.

Pour ma part, lorsque je me suis rendu pour la première fois en Irak, en novembre 2002, je disposais, malgré mon jeune âge, d'une quantité d'informations et d'une expérience inouïe, ne serait-ce que celle accumulée par mes prédécesseurs : je pense, par exemple, à mes confrères de Radio-France qui avaient pratiqué l'Irak de la guerre Iran-Irak, l'Irak du conflit de 1991, qui m'avaient fait bénéficier de leur connaissance du pays - je connaissais les difficultés auxquelles j'allais être confronté - et de leurs connaissances personnelles dans le pays - j'étais en mesure de déjouer les problèmes de la censure car je connaissais toutes les questions liées à la dictature car j'avais déjà des contacts là-bas avant de partir et je pouvais m'organiser avant d'y aller. Cela nous a permis d'exercer notre métier dans des conditions plus « optimales ».

D'autre part, nous avons bénéficié d'un phénomène propre à notre époque : les conditions techniques. Pour ma part, qui ne fait que de la radio, je disposais de conditions de travail inouïes et inégalées. Tout le monde se souvient de la couverture du conflit par CNN en 1991 et ceux qui n'étaient pas très avertis des faits médiatiques de l'époque pouvaient penser que, le soir du 15 janvier 1991, il n'y avait que CNN en Irak, ce qui est faux : il n'y a que CNN qui a pu transmettre. Je me souviens d'un confrère de RTL qui a passé, comme tous les autres, une nuit de bombardement, mais qui a dû attendre vingt-quatre heures avant de trouver un téléphone pour appeler Paris et dire ce qui s'était passé.

Cette fois, la guerre a commencé à 5 h 32, heure de Bagdad, et à 5 h 40 nous étions en direct sur France Info : nous avions des moyens satellites et, du fait de l'expérience que nous avions et que j'ai évoquée précédemment, les autorités irakiennes ont fermé les yeux sur le fait que nous avions notre valise « satellite » sur le balcon de notre chambre d'hôtel. Notre seule contingence technique n'était pas propre au conflit, mais elle tenait au fait qu'il n'y avait pas assez de satellites dans le ciel par rapport au nombre de journalistes, de militaires, etc. qui les ont utilisés.

Les conditions dans lesquelles s'est déroulé le conflit ont donc été pour nous « idylliques » car nous avons pu le vivre et le raconter en direct. Tout le monde a en tête Robert Capa débarquant en Normandie en juin 1944 : les conditions dans lesquelles il a fait ses photos ne sont pas, pour moi, du journalisme ; c'est merveilleux, c'est héroïque, mais lorsqu'il est sorti d'Omaha Beach, Robert Capa n'était pas un journaliste : c'était un rescapé ! Lorsque Jean-Marie Charon dit que nous n'avons pas vu le gros de la guerre, je lui réponds que, moi, je ne suis pas un journaliste qui veut voir « le gros de la guerre », je ne veux pas me mettre derrière un tireur : le tireur qui revient d'une bataille qui fait rage, ce n'est pas un tireur, c'est aussi un rescapé. Notre travail, c'est de prendre du recul, de regarder, de constater, de rapporter et d'essayer d'analyser.

Là où les conditions techniques dans lesquelles, pour ma part, j'ai exercé mon métier, ont été radicalement différentes de celles de 1991, c'est que j'avais un bureau mobile : de ma chambre d'hôtel à Bagdad ou de mon bureau sur le toit du ministère de l'Information tant que nous avons pu y accéder, j'avais la télévision, j'avais une antenne satellite me permettant de recevoir les chaînes par satellites, j'avais les dépêches en direct, j'avais mes e-mails, j'avais Internet ... Du haut de mon toit, je ne voyais effectivement que les bombes qui tombaient autour, mais avec Internet, j'avais aussi le point de vue de celui qui appuyait sur le bouton pour envoyer les bombes !

Je ne suis pas sûr que nous ayons été efficaces et objectifs, mais les conditions pour l'être ont toutes été réunies.

§ Caroline Sinz, envoyée spéciale pour France 3

Je ne suis pas tout à fait d'accord avec Renaud Bernard, mais c'est le média qui change : une très forte pression s'est exercée sur les télévisions étrangères de la part du pouvoir irakien. D'abord, nous étions tous regroupés dans le même hôtel, ce qui était plus pratique pour contrôler la presse. Je ne suis pas une reporter de guerre et ce qui m'a surpris en arrivant à Bagdad, la pression du pouvoir s'exerçant sur les journalistes m'a surpris : tous les jours, il y avait des conférences de presse obligatoires ou presque du ministre de l'Information et d'autres ministres, à l'hôtel même ; il fallait des badges et il fallait payer très cher : 600 \$ par jour, allant dans les poches des intermédiaires du ministère de l'Information qui nous surveillaient ; tous les jours, des gens se faisaient expulser parce que les téléphones par satellite étaient interdits ; nous avions un traducteur imposé par le ministère de l'Information qui nous accompagnait partout et qui, tous les soirs, écrivait un rapport au ministère, disant où nous étions allés, qui nous avons rencontré, qui nous avons filmé, et qui était présent lors de toutes les interviews que nous faisons : lorsqu'on rencontrait les gens et que nous leur demandions ce qu'ils pensaient de Saddam et quelle était leur vie quotidienne, il est évident qu'il y avait de nombreuses choses qu'ils ne pouvaient pas nous dire en présence du traducteur qui était une sorte de membre de la police secrète.

Pour notre part, nous avons la chance d'avoir un autre traducteur que nous avons amené de Syrie puisque nous étions venus de Damas par la route : il nous faisait une double traduction car nous n'étions pas sûrs que le traducteur « officiel » fasse bien son travail à certains moments.

Nous étions tout le temps dehors parce que nous devions filmer et la caméra était interdite ! Il ne fallait pas filmer dans les rues et il ne fallait surtout pas filmer de militaires ou de troupes irakiennes dans Bagdad, au risque d'être expulsé. Donc, nous sortions notre grosse caméra et nous avions aussi une toute petite caméra du genre de celle que l'on peut utiliser pendant ses vacances, que nous utilisions dans la rue ou pour filmer chez les gens, mais notre chauffeur et notre traducteur nous empêchaient même de sortir cette caméra. Dans la rue, des membres du Parti Baas nous arrêtaient en voyant les caméras et, par moment, nous envoyaient une ou deux heures dans les locaux de la police de Bagdad.

C'était donc beaucoup plus compliqué lorsqu'on était une télévision. Pour ma part, en venant de Damas, je ne pensais pas aller à Bagdad, mais aller dans le Nord de l'Irak et montrer ce qui se passait ailleurs qu'à Bagdad : je n'ai pas pu car nous sommes fait arrêter par la police et l'armée irakienne à Ramadi, à 150 km de Bagdad par des types qui ouvraient des yeux hallucinés en se demandant ce que faisait une voiture de journalistes à cet endroit, en dehors de tout contrôle et ils nous ont emmenés directement à l'hôtel Palestine avec ordre de ne plus en bouger.

Notre liberté de mouvement était donc assez relative et, dans cet espace, nous essayions de faire notre métier du mieux possible. Nous sortions tous les matins : il nous fallait des véhicules, un traducteur ... mais nous ne pouvions pas aller tout vérifier, nous ne pouvions pas aller sur le front, je n'ai jamais pu aller à l'aéroport, etc. Un grand nombre d'endroits m'ont été interdits.

§ Renaud Bernard, envoyé spécial pour France Info à Bagdad, (avant et pendant le conflit)

Pour bien comprendre l'exercice du métier de journaliste à Bagdad, il faut aussi préciser - c'est l'entaille aux conditions « idylliques » que j'ai évoquées - que c'est un pays dans lequel le régime était corrompu et dans lequel la presse a été plus ou moins corrompue également.

Le régime était corrompu donc, avec des connaissances, on pouvait faire ce que l'on voulait : il suffisait de payer. On pouvait alors circuler et échapper à beaucoup de contraintes. Néanmoins, la presse a été corrompue et j'en parle d'autant plus sereinement que nous avons tous été corrompus : nous n'avons pas parlé de tout, notamment avant la guerre. Quand la guerre a commencé, il était facile de parler du « régime dictatorial de Saddam Hussein », des « victimes », etc. Avant la guerre, c'était impossible et c'était pire pour la télévision que pour la radio car, à la radio, on n'est pas très écouté. Certaines de mes consœurs ont été expulsées simplement parce qu'elles ont simplement osé jouer les contradicteurs dans les conférences de presse.

C'est un élément dont il faut tenir compte : nous en avons tenu compte pour exercer notre métier. Corruption du régime qui nous a permis de l'exercer assez facilement,

mais aussi corruption de nous-mêmes parce que nous n'avons pas tout dit : nous n'avons pas été non plus des « chevaliers blancs ».

§ Passage du montage vidéo France 3

§ Eric Wishart, rédacteur central de l'AFP

« Comment couvrir une telle guerre ? » Voilà la question qui se posait à l'Agence France Presse. Je suis écossais et mes deux adjoints sont français : cela est significatif de l'une des spécificités de l'AFP et elle est internationale. Ce caractère multiculturel et multinational a eu son importance dans ce conflit. À la rentrée, il était déjà évident que nous attendions une guerre en Irak et, en octobre, j'ai nommé un Américain comme coordonnateur logistique de la guerre. C'était assez réaliste car il s'agissait d'une guerre américaine : en 1991, il y avait occupation d'un pays, avec des bons et des mauvais. Il était très important d'être présent auprès des Américains, mais il fallait également se démarquer de la couverture des grandes agences anglo-saxonnes. Paradoxalement, nous étions bien placés pour le faire car nous les connaissons bien, étant de cette même culture. Nous avons demandé des volontaires et nous avons eu 160 journalistes et photographes volontaires pour partir en Irak. Nous avons envoyé une soixantaine de journalistes, y compris une dizaine à Washington.

Juste avant que la guerre ne commence, nous avons convoqué une réunion des chefs de service et nous avons édicté des règles pour la couverture de ce conflit. Cela nous a permis de donner une couverture indépendante. En tout cas, nous avons fait le maximum pour être indépendants : je ne dis pas que nos confrères de Reuters et de la Société de presse ne sont pas indépendants, mais des journalistes américains, français, écossais, arabes, et même avec un espagnol qui a fait un travail formidable en Irak, cette multiplicité de culture journalistique, donnaient une garantie de notre couverture indépendante. Il faut être fiable, vérifier les informations données par les sources et donner une couverture équilibrée. Comment y parvenir dans un tel conflit ? Il faut être avec les embedded. Ce système a été critiqué et on a accusé les journalistes d'être manipulés, mais ce sont de grands garçons et de grandes filles qui ont déjà couvert des conflits et ils savent bien qu'il est normal que les armées fassent le maximum pour contrôler l'information.

Nous avons eu de bonnes relations, pas toujours simples, avec les Américains. C'était intéressant parce que, en principe, nous avions des places embedded pour aller en Turquie alors que ce pays a refusé de participer et cela a été la même chose avec le Qatar.

À Bagdad, pendant les bombardements, nous avons sept journalistes - dont deux photographes. Comme unilatéraux, nous avons quatre journalistes au Nord du Kurdistan et, au Sud, à un moment donné, nous en avons dix. On a dit que la Guerre du Golfe de 1991 était la première guerre télévisée, mais je crois que c'est faux : tout était très contrôlé. Cette fois-ci, la multiplicité des sources était très importante. Nous avons fait une cellule de synthèse à Paris, rattachée à la rédaction en chef dans laquelle les journalistes français, anglais et espagnols, ensemble, faisaient des synthèses des grands « papiers » sur la situation. Nous voulions que l'Agence France Presse parle d'une même voix : je ne voulais pas qu'un papier général dise une chose dans une langue et qu'il soit dit l'inverse dans une autre. La couverture était donc très complexe. Je crois que nous avons bien réussi. Dans ce type de conflits, il faut être à la fois sur le terrain, au ministère de l'Information et à Bagdad, à l'hôtel, etc., et essayer d'avoir une vision globale. Mais je suis d'accord sur le fait que nous n'avons pas vu la bataille de Bagdad. Il n'y avait pas d'images des bombardements, des milliers de tués ... Cela n'a pas été facile, notamment pour certains Français qui ont eu beaucoup de difficultés à travailler. Au départ, nous avons été plutôt défavorisés dans les positions embedded. L'un de mes amis américains a crié fort et au fur et à mesure, après avoir beaucoup insisté nous avons été mis dans de meilleures positions jusqu'à être parmi les premiers à l'aéroport de Bagdad.

Concernant la sécurité des journalistes, un guide pour les correspondants et photographes en zone de guerre a été publié et donné à tous ceux qui sont partis sur le front. Quarante-cinq journalistes ont suivi des formations et nous avons porté des gilets pare-balles. Il est très rare que les belligérants attaquent les grands hôtels où ils savent que résident les journalistes et c'est la seule chose à

laquelle nous n'avons pas pensé : les Américains ont tiré sur notre hôtel et tué l'un de nos collègues. Nous avons protesté, mais cela n'a évidemment pas servi à grand-chose. En tout cas, la sécurité des journalistes était prioritaire pour nous et nous avons eu de la chance.

Ensuite, il y a eu le gouvernement provisoire, avec une situation un peu instable et, maintenant, les choses vont de pire en pire, avec de réels soucis de sécurité à Bagdad. C'est plus dangereux actuellement que pendant la guerre. Nous laissons des journalistes au maximum pendant cinq ou six semaines et c'est déjà difficile. Je ne sais pas ce qui va se passer, mais je pense que nous en sommes au stade où il y a presque plus de morts américains en Irak depuis que M. Bush est arrivé sur son porte-avions qu'avant ! Donc, cette guerre n'est pas terminée.

Nous avons un bureau à Bagdad, dans l'hôtel où étaient les gens de l'ONU. Nous essayons de continuer à faire des analyses, etc., mais c'est extrêmement compliqué.

§ Olfa Lamloum, politologue, université Paris X-Nanterre

On a connu Al-Jazzira en Europe et en Occident à l'occasion de la couverture qu'elle a fait de la guerre en Afghanistan parce que c'était la seule chaîne présente à Kaboul. La guerre en Irak a révélé l'enjeu que représente Al-Jazzira aussi bien pour les Américains que pour le régime irakien dans leur stratégie respective de communication.

Dans son dernier spectacle, Marc Jolivet présente un petit sketch dans lequel on voit un jeune homme beur qui, à force de regarder Al-Jazzira, devient terroriste. J'évoque cela car c'est l'image dominante de cette chaîne, en France et en Occident, parce qu'on l'a connue à travers la guerre en Afghanistan et les enregistrements de Ben Laden. Je crois que, comme d'habitude, la réalité est un peu plus compliquée que cela, voire assez différente, et je pense que Al-Jazzira est d'abord une chaîne panarabe qui revendique sa contestation de l'hégémonie américaine dans l'espace arabe, une chaîne qui conteste aussi les politiques arabes de soutien à cette hégémonie américaine et qui rend visible la demande démocratique dans la région. Cet ensemble d'éléments, qui marque l'identité d'Al-Jazzira, a structuré sa couverture de la dernière guerre contre l'Irak.

D'après les dernières statistiques remontant à la période précédant immédiatement la guerre, Al-Jazzira avait 40 millions de téléspectateurs arabophones. Dans ce conflit, elle était un acteur, étant donné cette force et le public large qu'elle touchait. On peut dire qu'elle a été un acteur en prenant parti dans plusieurs batailles à la fois.

Elle a été partie prenante dans la bataille des mots. Dès le départ, Al-Jazzira a décidé d'appeler cette guerre la « guerre contre l'Irak » et non pas la « troisième guerre du Golfe ». Elle a choisi également d'appeler, dès le départ, après une petite hésitation, les « troupes de l'invasion » et non pas « les troupes des alliés » ou la « coalition ». Et elle a aussi chassé de son récit journalistique certains mots qu'utilisaient d'autres rédactions comme la « sécurisation des hommes », la « reconstruction de l'Irak », la « neutralisation des poches de résistance », etc.

Elle a aussi été partie prenante de la bataille du sens donné à cette guerre. Dès le départ, Al-Jazzira a considéré que c'était une aventure impériale dans l'espace arabe. Elle contestait sa légitimité comme ses objectifs et, surtout, l'objectif de la démocratisation de l'Irak. Elle ne s'est pas seulement contentée de contester la légitimité de la guerre, mais elle a mis en avant la résistance que l'on a remarquée dans quelques parties de l'Irak, résistance qui n'était pas attendue. Al-Jazzira a également été partie prenante de la bataille des images puisque c'est la chaîne qui a montré le 23 mars les images des cadavres américains et des prisonniers de guerre américains. Par la suite, elle a aussi montré des cadavres britanniques et elle a retransmis sans édition préalable une cassette donnée par la télévision irakienne.

Une autre bataille à laquelle Al-Jazzira a participé, plus négligée, est la bataille dans l'espace arabe. Al-Jazzira a également joué un rôle dans la mise à nu des enjeux des régimes en place et dans le décryptage des positions des régimes. C'est notamment la première chaîne arabophone qui a révélé l'ouverture des aéroports saoudiens aux troupes américaines, alors que l'Arabie saoudite, bien que cela ait ensuite été publié dans le New York Times et dans le Washington Post, continuait à contester cette version-là.

Bien entendu, ce positionnement explicite d'Al-Jazzira contre la guerre a suscité les réactions des États-Unis qui sont allés crescendo. On a commencé par des critiques : Al-Jazzira a été critiquée, y compris dans le centre de commandement, dans des briefings aux États-Unis, etc. Par la suite, les deux correspondants d'Al-

Jazzira à Wall Street à New York ont vu leur accréditation retirée, le 24 mars. Ensuite, le site internet d'Al-Jazzira en arabe a été bloqué et le site en anglais, lancé le 24 mars, a été complètement bloqué le 26 mars et, jusqu'à ce jour, n'est toujours pas relancé. Le 2 avril, l'hôtel de Bassora où résidait l'équipe de Al-Jazzira a été attaqué : l'hôtel n'abritait que l'équipe de Al-Jazzira et était la seule télévision présente dans cette ville. Le 7 avril, une voiture de Al-Jazzira a été visée à Bagdad et, le 8 avril, le siège d'Al-Jazzira à Bagdad a été bombardé : c'est le deuxième bombardement puisque, pendant la guerre en Afghanistan aussi, le siège d'Al-Jazzira a été bombardé et Al-Jazzira a perdu le plus jeune de ses correspondants.

La couverture de la guerre par Al-Jazzira a été considérée par certains comme une preuve de l'alignement de cette chaîne au régime de Saddam Hussein. Je pense qu'il y a eu quelques dérapages parce que Al-Jazzira couvrait une guerre, comme tous les autres médias, mais cette critique gagnerait à être très nuancée. D'abord, Al-Jazzira a subi également des pressions de la part du régime irakien : on sait que le 3 avril, le régime irakien a pris la décision d'expulser l'un de ses correspondants à Bagdad et de retirer son accréditation à un deuxième correspondant. Par la suite, le 4 avril, la mesure a été levée sans la moindre explication.

Le récit de guerre de cette chaîne a surtout obéi à ce qui a marqué et représenté son identité, à savoir sa devise : l'opinion et son contraire. Al-Jazzira, par la voix de ses journalistes, dans ses spots, met sans cesse en avant cette façon-là d'analyser et de traiter l'information qui consiste à balancer l'information avec une information contraire, à donner une opinion et donner la parole à une autre opinion. C'est cette devise-là qui a présidé à la couverture de la guerre et elle a conditionné le déploiement logistique de la chaîne en Irak et ailleurs. En effet, Al-Jazzira a décidé de couvrir toutes les scènes de la guerre : la scène américaine - Pentagone, Maison Blanche -, la scène turque à travers une présence en Turquie, la scène qatari puisque Al-Jazzira avait ses journalistes sur place et au commandement général ; elle avait un embedded au Sud de l'Irak qui accompagnait l'armée américaine ; elle avait une équipe d'une trentaine de personnes à Bagdad ; elle était la seule présente à Bassora ; elle était dans la région du Kurdistan, au Nord de l'Irak, région libre qui n'était pas sous contrôle de l'armée irakienne. L'opinion et son contraire ont aussi déterminé le choix même des journalistes et des personnes qui ont été envoyées : Al-Jazzira a choisi sciemment de diversifier les nationalités des journalistes avec des Algériens, des Irakiens, des Jordaniens, des Syriens, et même une Kurde. C'est important, dans la mesure où la diversité des nationalités reflétait une diversité dans la culture politique et renforçait une vision transnationale du conflit.

Un autre choix dans le dispositif humain est une certaine expérience de la guerre puisque le groupe de journalistes qui a couvert la guerre en Afghanistan faisait partie de l'équipe de Bagdad. Les deux journalistes qui étaient à Kandahar pendant la guerre en Afghanistan ont été également choisis et envoyés sur place, ainsi que les journalistes qui ont couvert l'opération « Renard du désert » et pendant quelque temps les questions d'embargo et du programme « Nourriture contre pétrole ».

Bien entendu, il y a eu des dérapages. L'un des exemples connus, mais qui a été également suivi par d'autres chaînes, a été la couverture de l'énigmatique disparition de deux parachutistes américains : pendant des heures, on a pu assister à la chasse à l'homme de deux Américains tombés dans le Tigre ; cette affaire-là est restée, jusqu'à aujourd'hui, sans réponse. Ce qui est sûr, c'est qu'il s'agissait d'une mise en scène irakienne qui s'intégrait dans le cadre de la guerre psychologique. Al-Jazzira était là et a filmé ces scènes pendant deux heures, tout comme la BBC et d'autres chaînes, mais je pense que ce qui est essentiel c'est que ces dérapages ne nuisent pas à la crédibilité du récit sur l'évolution de la guerre et, surtout, sur l'évolution des rapports de force.

Al-Jazzira gardera, jusqu'à la chute de Bagdad, une évaluation, une description et un récit journalistique assez nuancé. Ainsi, le 9 avril, la prise de Bagdad a été suivie, comme le voulaient les Américains, à partir de la place de la Palestine, puisque c'est là que la grande mise en scène a eu lieu, et Al-Jazzira était présente alors que son équipe venait d'enterrer son journaliste. Le commentaire a été fait essentiellement par un journaliste et, au bout de trois heures, il a été soutenu par une journaliste irakienne, très émue en commentant ce qui se passait, et dans un élan assez spontané, les journalistes du siège central lui ont demandé ce qu'elle ressentait face à cette scène qui marquera peut-être les esprits ou

qu'on a voulue telle en la provoquant : la scène du militaire américain avec le drapeau ; elle a répondu : « Soulagement et amertume ». Je crois que c'est ce sentiment qui va, après la guerre, structurer le récit d'après-guerre d'Al-Jazzira : soulagement face à la chute de la dictature irakienne et amertume face à une présence militaire étrangère.

§ Hervé Mariton, député UMP de la Drôme

Je crois que ce qui peut apporter quelque chose aux auditeurs de cette table ronde, c'est de dire quelle était ma part dans le commentaire et l'appréciation politique des événements et la manière dont les choses se sont faites avec les médias anglo-saxons qui m'ont interviewé assez fréquemment.

Tout cela est un peu le résultat du hasard ou d'une donnée objective qui est celle d'une pratique convenable - probablement plus convenable que celle de la moyenne de mes collègues parlementaires - de l'anglais. À partir de là, assez tôt dans l'automne, j'ai été interrogé assez fréquemment par la BBC d'abord, puis, beaucoup plus tard, par les médias américains et canadiens. Ce qui frappe l'homme politique français, c'est la faim de la BBC, son extraordinaire démultiplication et un type de préparation d'interview auquel on n'est pas tout à fait habitué en France. La grande demande, c'est celle de sollicitations nombreuses, voire extrêmement nombreuses, soulignées par la démultiplication d'un système - radio, télévision ... - radios de différentes natures, les chaînes britanniques, la chaîne d'information continue de la BBC, les chaînes régionales ...

Il y a donc manifestement une banque d'intervenants - on sait qu'il y a un type nommé « Mariton » que l'on peut interroger -, mais il n'y a pas beaucoup de banques d'interviews puisque chacun fait son interview.

Sur le contenu, je constate, à titre d'élément de comparaison par rapport à la pratique que je peux avoir des médias audiovisuels français, que les journalistes de la BBC étaient très demandeurs et très exigeants dans l'entretien préalable, c'est-à-dire pour savoir ce que vous aviez envie de dire. Mais, je n'ai pas trop senti, à la différence de ce qu'il m'est arrivé d'expérimenter avec les médias français, qu'il s'agit exactement d'un casting : le but du jeu n'était pas nécessairement d'avoir tel invité qui allait dire telle chose parce qu'on avait besoin de remplir telle case. Dans l'organisation d'une émission, c'était une prévision de ce que vous alliez dire, que l'intervention se fasse en direct ou qu'elle ait été enregistrée. Je dis cela parce que, au fond, je suis passé progressivement du rôle du « Français de service » qui, parlant anglais, exprimait une position française - et je me contraignais moi-même dans une position convenable d'expression française -, à celle d'un homme politique français qui exprimait une opinion dissonante de celle de l'exécutif. Cela s'est fait de manière assez progressive : au début, je me sentais « obligé » par la raison qui faisait que l'on me sollicitait et je remplissais gentiment mon rôle, puis, sous l'effet de la force de l'événement, on s'effrite. Je dis d'ailleurs que je me suis exprimé parfois aussi sur les médias français, mais plus tard que sur les médias anglo-saxons. Ma position était campée depuis un certain temps, mais je n'étais pas extrêmement sûr de la rentabilité de l'investissement politique qui consistait à se surexprimer dans les médias français dans ce domaine-là. À un moment, on vous interroge ; vous répondez d'une manière un peu prudente, mais vous dites quand même les choses ; les journalistes de France 2 vous disent que si vous disiez la même chose de Paris, ce serait mieux.

Ce qui m'a un peu surpris, à la fois dans l'opinion anglo-saxonne et dans les régions un peu difficiles, c'est que les Français, y compris la diplomatie française, étaient assez indifférents. On aurait pu imaginer qu'il y ait davantage d'initiatives du Quai d'Orsay pour essayer de pousser des gens ayant une pensée plus orthodoxe et correcte que la mienne.

Je fais un constat de politique intérieure : la réelle liberté de ton dont j'ai bénéficié au sein de ma formation politique et dans le monde politique français. Le système politique français et, en l'occurrence, la majorité, a été capable de laisser moi-même et à quelques-uns de mes collègues, exercer leur pleine liberté d'expression sur ces sujets, que ce soit dans la presse étrangère ou dans la presse française. À cet égard, la couverture me paraît avoir été relativement équilibrée et il n'est pas interdit de penser que nous avons bénéficié d'un certain degré de surexposition : la presse a tout de même réellement, sérieusement, et plus qu'en proportion apparente, donné la parole à ceux des députés de la majorité qui ne pensaient pas comme le Gouvernement. La parole a également été donnée à un certain

nombre d'intellectuels qui ont publié des tribunes ou des articles, à un certain nombre de responsables de gauche, moins nombreux cependant que nous n'étions. Tout cela ne semble pas avoir eu une influence considérable sur l'évolution de l'opinion publique nationale. En tout cas, nous nous sommes exprimés. Sur l'apparence, je pense qu'au sein de la majorité nous étions plus nombreux à penser les choses qu'à les dire.

Une donnée, que tout téléspectateur ou tout homme politique constate, est très évidente : la difficulté à faire passer la nuance. Comme chacun sait, il est plus facile de faire passer la nuance en presse écrite ou en radio qu'à la télévision. Les nuances, en particulier le décalage croissant de ce que pouvait être mon expression par rapport à la position du gouvernement français, sont apparues plus faciles à exprimer sur des supports écrits ou à la radio ; s'agissant de la télévision, il y a la nature du format - le temps de parole -, mais aussi le rôle que mes interlocuteurs, soit analystes, experts ou hommes politiques dans des débats, soit le rôle que le journaliste se donnait, plus neutre en média radio qu'en média télévision.

De sorte que j'ai été frappé de voir combien, aussi bien à la BBC que sur Fox News, la nuance que, au bout du temps, ni je ne voulais, ni je ne pouvais cacher, par rapport au gouvernement français, ne passait pas ou ne passait pas beaucoup, et passait de plus en plus parce que ma position était de moins en moins nuancée, et aussi parce que les médias avaient probablement mieux compris mon positionnement et avaient plus envie de présenter une variété dans les positions françaises. Cela n'était pas très simple. J'ai même trouvé que pour des gens de Fox News, dont il n'est pas mystérieux de dire qu'ils avaient une couverture très pro-intervention, interviewer un député français plutôt favorable à la position américaine, ne pas arriver dans l'interview à réellement révéler cela et, finalement, me contraindre dans le rôle du « méchant Français » qui, à l'image de son Gouvernement, ne veut pas comprendre la pure luminosité et la pure intelligence de l'intervention américaine, c'était un peu du gaspillage ! J'occupais donc bien le temps normalement consacré à une expression française, mais la ligne éditoriale de Fox News qui aurait pu, me semble-t-il, tirer profit de ce que quelqu'un, certes inconnu, tenait une position différente du Gouvernement français, n'en profitait pas.

Je trouve à la fois que c'est une démonstration concrète de la difficulté de toute nuance en télévision et que cela montre une finesse tactique incertaine de la part de mes interlocuteurs, journalistes ou responsables publics.

Enfin, j'ai été assez frappé par le fait que les Américains n'ont pas beaucoup cherché à améliorer ou optimiser leur communication. Il leur aurait été possible de tirer quelque argument d'interventions telles que celles que j'ai faites et cela n'a pas été le cas. Cela me met très à l'aise car j'aurais été gêné par des interventions venant de leur part. En France, on ne s'est pas beaucoup inquiété de ce que l'on disait à l'étranger ; on s'est plus inquiété de ce que l'on disait en France. Je n'ai pas l'impression que les Anglo-américains aient été très préoccupés non plus par ce que l'on disait. Je n'étais pas candidat à me faire instrumenter par les Américains ou par les Anglais, et peut-être ce que j'avais à dire n'avait-il aucune importance, mais j'ai tenu le micro de temps en temps, voire assez souvent, et dans une assez large indifférence institutionnelle. Cela peut être une grande honnêteté de pratique, mais je trouve aussi que cela ne montre pas une extraordinaire dynamique dans la bataille de l'opinion. Dans le même esprit, nous avons reçu quelques fois de manière très officielle l'ambassadeur des États-Unis à l'Assemblée, avant et pendant le conflit, et il n'est jamais sorti de discours très cadré et très préparé, avec assez peu de dynamique dans tout cela.

Ce que je veux souligner, en concluant, c'est que, autant un certain nombre de parlementaires, dont je suis, se sont exprimés assez largement, très librement, et c'est tant mieux, autant nous n'avons pas le sentiment que la part que nous avons prise à la construction de l'opinion internationale, ait représenté pour les Américains ou pour les Anglais un enjeu d'une importance significative.

Je constate tout de même que les Anglais ont tout de même pas mal donné la parole aux Français et je pense que nous étions une sorte de procuration d'une opinion alternative. À certains moments, j'avais le sentiment que les journalistes anglais interrogeaient comme ils auraient interrogé, mais qu'ils n'arrivaient peut-être pas à le faire dans les conditions qu'ils souhaitaient, des intervenants y compris anglais hostiles au conflit. Mais ils se sont aussi rendus compte, en tout cas avec moi, qu'ils n'avaient pas, dans ce questionnement, exactement l'opinion hostile au conflit qu'ils pouvaient souhaiter.

Le système BBC m'est apparu comme assez anonyme, très objectif : il y a celui qui vous appelle pour savoir si vous êtes disponible, celui qui vous rappelle pour monter les choses techniquement, celui qui prépare les questions et celui qui pose les questions. On n'a pas de relations identifiées comme on peut en avoir avec les médias français : le journaliste a un nom qu'il indique très poliment, mais il y a une succession et une grande variété de personnes.

§ Éric Rouleau, ancien journaliste, ancien ambassadeur et à nouveau journaliste

Les témoignages que nous avons entendus aujourd'hui sont très impressionnants. Nous avons entendu des journalistes professionnels, qui ont fait leur travail avec beaucoup d'honnêteté et de volonté de transmettre ce qu'ils ont vu ou entendu. Ceci dit, je vais être un peu rabat-joie, car je voudrais évoquer certains faits objectifs qui conditionnent le rôle du journaliste. Je risque d'« enfoncer des portes ouvertes » pour les professionnels qui le savent mais, pour les autres, je commencerai par dire qu'il y a beaucoup d'illusion pour le public en général, surtout en Amérique, sur le fait que l'objectivité existe : or, ce n'est pas vrai, la presse n'est pas objective et ne peut pas l'être. Un journaliste n'est pas une machine à enregistrer, c'est un être humain, sûrement honnête, mais qui est le fruit d'un certain nombre de facteurs : son éducation, ses origines, sa philosophie de la vie, ses convictions politiques, sa sensibilité à l'environnement, ses préjugés ... Donc, le choix même des thèmes qu'il couvre est conditionné, en partie, par des choix subjectifs. Qu'y a-t-il de plus objectif qu'un photographe ? C'est quelqu'un qui a un appareil qui prend une photo : il ne peut pas mentir, il ne peut pas déformer ... Ce n'est pas vrai. Être photographe est très subjectif : cela dépend, tout d'abord, de l'objectif qu'il met à son appareil, de la lumière, des personnages qu'il choisit ; tout cela est d'un total subjectivisme. Donc, même un photographe n'est pas objectif.

Si l'on devait donner le portrait du parfait journaliste, je dirais tout d'abord qu'il doit avoir une bonne connaissance du terrain sur lequel il travaille et de l'histoire du pays dans lequel il se trouve. Si possible, il devrait connaître les langues locales pour pouvoir dialoguer et écouter les gens parler, plutôt que de passer par un interprète. Il devrait avoir des connaissances en amont et en aval ; il devrait aussi avoir une vision de ce qui se passe dans la région et qui a forcément un impact sur ce qui se passe dans un pays comme l'Irak, et de la scène internationale : dans un monde globalisé, on ne peut ni voir le conflit irakien, ni le comprendre, si on ne prend pas un objectif très large et englobant aussi la scène internationale. Personnellement, je commence par là : le monde, nous le savons, est dirigé par les États-Unis, et c'est vers les États-Unis que je me dirige d'abord pour essayer de comprendre ce qui se passe en Irak.

Il y a des documents extrêmement importants que la plupart ne connaissent pas, surtout en Amérique, alors que, pourtant, ce sont des documents américains. Je me réfère au site web qui s'appelle le PNAC, auquel seuls un ou deux journaux français ont fait allusion et aucun journal américain : ce sont des rapports rédigés avant l'arrivée de Bush au pouvoir par ces mêmes hommes qui dirigent l'Amérique aujourd'hui. Il s'agit d'un centre de recherche, très à droite, néo-conservateur, qui fonctionnait avant l'arrivée de Bush au pouvoir et ces hommes sont devenus ses collaborateurs immédiats. Ils expliquaient qu'il fallait, d'une manière ou d'une autre, occuper l'Irak et ils ne parlaient pas de la dictature de Saddam Hussein dans leur analyse, ils ne parlaient pas de violation des droits de l'Homme, ils ne parlaient pas des armes de destruction massive, ils parlaient de stratégie. Ils disaient très simplement que les bases militaires des États-Unis dans le Golfe doivent être maintenues ad aeternam ; ils expliquaient comment l'Amérique devait instaurer son hégémonie, qu'il fallait augmenter ses bases au-delà, en Asie Centrale, et que l'Irak était une pièce manquante dans ce scénario puisque les États-Unis avaient réussi à établir des bases dans les Balkans et en Turquie. Si un journaliste américain n'a pas lu ces documents, je pense qu'il ne comprend rien à la guerre d'Irak, il va croire que les États-Unis font la guerre pour renverser une dictature et, comme il y a un grand nombre de dictatures dans le monde, par exemple la Corée du Nord, pourquoi ne pas renverser le régime de la Corée du Nord plutôt que celui d'Irak ?

Quant aux armes de destruction massive, elles existent en grande quantité dans les pays voisins, comme en Iran, par exemple, qui en a beaucoup plus que l'Irak : pourquoi ne pas renverser le régime iranien ? Cette incompréhension ou cette ignorance de la stratégie américaine a pu déformer la vision de la guerre d'Irak. C'est pourquoi, lorsque les Américains n'ont pas découvert d'armes de destruction

massive, il y a eu un grand nombre de commentaires, de films, sur la dictature irakienne : les Américains voulaient justifier leur guerre et, puisqu'on n'avait pas trouvé d'armes, puisqu'on n'avait pas trouvé de liens entre Saddam Hussein et Al-Qaïda, il fallait bien dire qu'un travail admirable avait été accompli puisqu'un dictateur sanglant avait été renversé.

J'ai remarqué aussi que, dans les reportages, lorsqu'on nous a montré après la guerre les fosses communes où des milliers de chiites avaient été enterrés, en mars 1991, peu après la première Guerre du Golfe, pratiquement aucun journaliste n'a rappelé que ces morts sont dus non seulement à Saddam Hussein qui les a massacrés, mais aussi à la complicité américaine puisque, à l'époque, les Américains avaient donné leur feu vert à Saddam Hussein pour écraser dans le sang le soulèvement populaire qui a eu lieu chez les chiites et chez les Kurdes. Plusieurs chaînes de télévision ont montré ces fosses communes, mais on a oublié de nous dire que c'est grâce aux Américains que Saddam Hussein a pu les massacrer. Je pourrais multiplier les exemples qui démontrent qu'une méconnaissance de l'histoire, de l'aval et de l'amont, peut être très dangereuse pour un journaliste qui travaille sur le terrain.

Il faut dire aussi que les journalistes sont soumis à des contraintes qui n'ont pas encore été mentionnées ici. Ce sont, tout d'abord, des contraintes, subtiles ou non, de la direction de l'information. J'ai couvert à peu près toutes les guerres au Moyen-Orient, et souvent, les directeurs de l'information n'avaient pas les connaissances suffisantes, avaient des préjugés et une vision différente : ils exerçaient, sur moi et sur d'autres, pour orienter l'information de manière à ce que la direction soit satisfaite.

Il y a également la pression de l'opinion. Lorsqu'une opinion est totalement favorable à une guerre, le journaliste aura du mal à écrire un article ou à montrer des images qui sont contre la guerre, ou vice versa. En Amérique, l'opinion était tout à fait pour la guerre et plusieurs de mes amis journalistes m'ont expliqué qu'ils avaient du mal à transmettre une information « objective » parce qu'elle irait à l'encontre de l'opinion. Ils suivaient donc le courant, à contre-cœur, malheureux de ne pas pouvoir donner l'information comme ils le souhaitaient. Il faut essayer de comprendre les journalistes américains. Personnellement, je les excuse. On a beaucoup critiqué les médias américains, mais il faut se mettre à la place d'un journaliste américain avant la guerre d'Irak : il avait un gouvernement en qui il avait confiance puisqu'il n'y avait pas de raison de soupçonner que le gouvernement de George Bush pouvait mentir à ce point ; on lui disait qu'il y avait des photos, des images, des preuves, des armes, etc. L'opinion américaine, quasi-unanime, avait peur que ces armes soient utilisées contre elle et on ne peut pas la critiquer sur ce point. De plus, il y avait un consensus incroyable : les démocrates, les républicains, la gauche et la droite américaine, les néo-conservateurs, tout le monde était d'accord, ce qui est extrêmement rare. Le journaliste, devant tous ces éléments, abonde complètement sans aucun esprit critique.

À mon avis, la couverture de la guerre n'a guère été meilleure que celle qui a été faite en 1991. Pour faire un résumé rapide, à quoi avons-nous assisté ? Il y avait des journalistes à Bagdad qui étaient empêchés de travailler par les autorités irakiennes ; on ne peut pas dire qu'ils avaient une liberté leur permettant de nous donner une image correcte de l'Irak ; ils ont fait du mieux qu'ils ont pu, personne n'aurait pu faire mieux, mais il faut bien dire qu'ils n'ont fait que ce qu'on leur a permis de faire ! Les journalistes embedded, intégrés dans les forces américaines, ont effectivement vu parfois des choses, mais je sais qu'on leur interdisait aussi de voir beaucoup de choses en leur disant que c'était trop dangereux. J'avais pitié des journalistes qui se trouvaient dans le centre de presse impressionnant de Doha car on leur racontait n'importe quoi : mais que peut faire un journaliste honnête sinon répéter ce qu'on lui a dit ? Il ne va pas se mettre à polémiquer avec ceux qui sont censés lui donner l'information ; parfois, il pose une question, pas trop méchante ... Les gens de Doha n'étaient pas plus libres que ceux qui étaient à Bagdad : il ne faut pas jouer sur les mots. Les Irakiens n'ont pas été pires que les Américains. Le journaliste a été une victime car il n'a pu faire que ce qu'il pouvait faire : il ne pouvait pas aller au-delà. Il est faux de dire qu'il y avait une vue globale du conflit.

Il faut remarquer, par exemple, en parlant de globalité, qu'il n'y a eu aucune tentative d'enquête pour savoir combien d'Irakiens ont été tués dans cette guerre.

Nous savons exactement qu'il y a eu 67 Américains tués, auxquels on a fait des cérémonies, remis des médailles, etc., alors que l'on parle de plusieurs dizaines de milliers de morts, mais jamais on ne le dira. Que peut faire le journaliste ? Il ne peut évidemment pas aller compter les morts ! Aucun journaliste n'a posé la question : « Nous avons eu une centaine de morts, mais combien de dizaines de milliers de morts avons-nous infligé au peuple irakien pour le libérer de Saddam Hussein qui, d'ailleurs, a dû en tuer beaucoup moins ? » La question n'est même pas posée. Il faut vraiment se poser beaucoup de questions sur la capacité des journalistes à projeter une image qui se rapproche de la réalité.

En ce qui concerne les médias français, comme cela a déjà été indiqué, leur comportement a été très différent en 1991. Mais la situation était beaucoup plus claire : il ne faut pas oublier qu'il y avait eu agression contre un pays indépendant par l'Irak et un consensus international. C'est d'ailleurs une grande victoire de Bush : à l'époque, j'étais ambassadeur en Turquie, sur la frontière irakienne, et j'avais la conviction que l'on aurait pu éviter cette guerre. Nous savions, au Quai d'Orsay, que Saddam Hussein était prêt à se retirer du Koweït à certaines conditions que François Mitterrand était d'ailleurs prêt à accepter. Mais cette guerre était voulue par Bush, là encore pour des raisons stratégiques : il aurait pu obtenir le retrait du Koweït, mais il ne l'a pas fait. Le journaliste qui ne sait pas que Saddam Hussein a été l'allié des États-Unis pendant des années, que les Américains connaissaient très bien l'incident de Halabja, l'agglomération kurde qui a été complètement détruite par les Irakiens avec des armes chimiques, ne pas connaître tout cela, c'est ne rien comprendre à la guerre d'Irak ! Quand on me parle de « dictature de Saddam Hussein », cela me désole car c'est un prétexte : il est clair que les Américains avaient autre chose en tête puisqu'ils ont été ses alliés, ses complices. Qu'ils ne viennent pas nous dire aujourd'hui qu'ils ont pitié des victimes de la dictature.

On a dit ici que les médias français ont eu un autre comportement, notamment parce que la France n'était pas impliquée. Je trouve que c'est un peu court comme explication. Je suis d'accord avec Hervé Mariton lorsqu'il dit que le Quai d'Orsay n'a pas fait d'efforts particuliers pour inciter l'opinion française à être contre la politique américaine : le Quai d'Orsay n'a presque rien fait. Ce qui m'a frappé, à l'époque, c'est l'opinion française qui, spontanément, par centaines de milliers, dans toute la France, a manifesté contre la politique américaine. Les Français ont pris conscience de plusieurs choses. D'abord, il y a eu accumulation de positions américaines, unilatérales, que nous avons tous lues dans les journaux : lorsque les Américains refusent de rejoindre le Tribunal pénal international, lorsqu'ils refusent de s'associer aux autres nations pour préserver l'environnement, lorsqu'ils refusent de signer la Convention pour la protection des enfants, etc., les Français ont pris conscience qu'il y avait quelque chose qui n'allait pas. Les Américains ont poussé les autres États à créer des organisations pour défendre soit l'environnement, soit les enfants, etc., mais cela ne s'applique pas à eux ! Je crois que l'opinion française a eu le sentiment que la nouvelle Amérique n'est plus celle que l'on a connue autrefois.

D'autre part, nous ne sommes plus dans la Guerre froide. Autrefois, nous étions solidaires des Américains, quoi qu'il arrive : ils pouvaient faire et dire n'importe quoi, nous étions à leurs côtés parce que nous avions un ennemi commun, l'Union soviétique. Depuis la chute du Mur de Berlin, les Français se sont sentis libérés de cette contrainte automatique qui faisait qu'à chaque fois que l'Amérique ouvrait la bouche, nous étions d'accord, même si on n'était pas d'accord, parce qu'il fallait affronter l'ennemi commun.

Cette guerre est indécente : la plus grande puissance mondiale alliée à une autre puissance mondiale, avec toutes les facilités guerrières, s'attaque à un petit pays sous-développé, affamé, exsangue, et on traite cela comme s'il s'agissait d'une guerre entre deux armées. Cela n'a pas été ressenti dans les médias, surtout américains car, en France, on a quand même été un peu plus subtile. C'est la même chose que le conflit israélo-palestinien qui est traité comme s'il s'agissait une guerre à parité : il y a l'armée israélienne et les feddayins, on les traite à égalité ! Or, l'occupation, c'est la plus grosse agression en soi : quand un pays est occupé, il est agressé. Ce n'est pas être objectif que de dire : « Voilà ce que pensent les Irakiens et ce que pensent les Américains ? » C'est injuste et ce n'est pas de l'objectivité. Au contraire, c'est tendancieux et malheureusement, ce courant tendancieux existe, sous la bannière de l'objectivité qui n'existe pas dans les médias, quels qu'ils soient.

ÉCHANGES ...**§ Gabriel Gonnet, réalisateur de documentaires**

Je voulais m'essayer à un petit commentaire ironique. En 1991, on a assisté à des images assez étonnantes où le journaliste se livrait à une brillante improvisation, ne sachant ni d'où le missile partait, ni où il allait. Sur cette nouvelle guerre, j'ai pris le câble et j'ai regardé Euronews qui diffuse, pour les chaînes, des images sans commentaires : un jour, j'ai vu démolir la statue de Saddam Hussein et j'ai regardé sur les autres chaînes ce qui en était dit. Sur une première chaîne, on disait que les Américains étaient accueillis triomphalement à Bagdad avec 2 500 personnes et, sur France 3, le commentaire était, me semble-t-il, un peu plus objectif, puisqu'on y disait qu'il y avait environ 150 ou 200 personnes qui déboulonnaient la statue. Je suis donc resté sceptique sur l'information que je recevais et je me demande si le journaliste ne doit pas avoir l'objectif de chercher l'information la plus pertinente. Dans *Le Monde*, chaque jour une photo était publiée, avec le commentaire du photographe qui expliquait ce qu'il faisait au moment où il avait pris la photo ; finalement, on avait peu d'informations sur cette photo, si ce n'est comment il l'avait faite ; c'était une vision complètement partielle de la guerre, mais qui donnait une bonne impression du terrain. Une deuxième chose très pertinente sur cette guerre est un article paru dans *Le Monde Diplomatique*, deux ou trois mois avant la guerre et qui raconte exactement comment la guerre se passe maintenant.

§ Ahmed Koulaksis

Je remercie Éric Rouleau pour la clarté de son exposé et pour la manière dont il a dit des choses que l'on n'entend plus.

J'avoue que je n'ai pas compris la finesse et la subtilité de l'exposé d'Hervé Montalon. Nous savions déjà que les médias anglais, britanniques, anglo-saxons préparent leurs interviews : merci de nous l'avoir rappelé ! Je pensais qu'il allait nous dire où en était, avec le recul, sa pensée profonde sur les armes de destruction massive, la menace chimique de Saddam Hussein, la pax americana, la démocratie qui allait pleuvoir sur la région ...

En ce qui concerne les médias, je remercie les journalistes présents, en particulier Caroline Sinz pour la qualité de son reportage, que j'avais vu lorsqu'il était passé et qui m'avait beaucoup ému car c'était l'un des seuls où on voyait la réalité, la chair et le sang.

Je remercie également les journalistes de France-Info, même s'il y aurait beaucoup à dire de la manière du traitement et de la couverture qui a été faite du conflit par les médias.

Ce qui me frappe, c'est ce que l'on fait de cette affaire aujourd'hui et de ce que les médias en font. J'ai l'impression qu'ils se couchent et disent : « Demain, il fera jour ! » - je parle des médias, pas des journalistes pris individuellement dont je suppose que chacun d'eux fait du mieux qu'il peut et je ne fais de procès d'intention à personne. Chaque jour est autarcique, autonome par rapport à la veille : on nous fait démarrer tous les matins à zéro ! Par exemple, on dit : « Peut-être que Tony Blair a menti ! », c'est-à-dire que l'on crédibilise le discours comme si l'on faisait semblant de découvrir qu'il a menti. On donne la parole à Colin Powell comme s'il avait quelque chose à dire ... Il n'y a plus ni dossier, ni analyse, et j'ai l'impression que, souvent, ils nous disent ce que chacun d'entre nous peut découvrir par Internet. Pour ma part, j'attends des journalistes qu'ils m'expliquent ce que je ne sais pas, qu'ils débattent, qu'ils m'aident à progresser, qu'ils fassent des analyses.

§ Guillaume Merzi, Les Idées en Mouvement, Ligue de l'enseignement

Je pense que la parole a été particulièrement libre en France sur les interprétations qui ont pu avoir lieu sur le conflit et j'ai le sentiment qu'il y a eu un vrai changement par rapport au traitement de la Guerre du Golfe de 1991, avec quelque chose de bien assimilé dont on avait pu voir l'amorce avec le traitement du conflit du Kosovo.

Il faut cependant noter qu'il y a eu un moment où les journalistes se sont trompés : le moment du prétendu « borbier », où tous les journalistes, à défaut puisqu'ils ont été manipulés par l'armée américaine, ont été mystifiés. Il me paraîtrait intéressant de revenir sur ce moment-là puisque c'est le moment où les journalistes ont vraiment été utilisés, dans le cadre du conflit, pour dire que l'armée

américaine était ralentie et que cela prendrait une semaine, voire deux semaines. C'est le moment où l'on a commencé à faire des comparaisons oiseuses avec le conflit vietnamien. En fait, cela a pris trois jours ; d'aucuns prétendent que cela a été un moment de négociation avec Saddam Hussein pour négocier sa fuite, etc., toutes les hypothèses sont possibles, mais il y a eu une véritable mystification et il y a certainement quelque chose à en retenir.

§ Renaud Bernard, France Info

Dans un conflit dans lequel il y a un très grand nombre de journalistes, de nombreuses scènes différentes, avec des gens dans des unités américaines, d'autres à Bagdad, de nombreux observateurs, il est difficile de parler de « pertinence ». En revanche, je crois que l'on peut parler de « sens » : par exemple, pour ce qui est du 9 avril, qu'en a-t-on à faire que toutes les télévisions du monde vous aient montré la même statue en train de tomber ? Le sens, c'est que ce jour-là, à 15 heures, à Bagdad, il n'y avait plus de pouvoir irakien en place dans la capitale irakienne. Ce jour-là, nous n'avons pas été manipulés par les Américains, car mes confrères qui font des images et qui prennent beaucoup plus de risques que moi, avaient passé la matinée à aller au contact des Américains, à se faire tirer dessus, à aller partout dans Bagdad - j'en connais même qui ont fait le tour de la ville et qui sont passés au péril de leur vie dans les zones où se trouvaient les fameuses « colonnes infernales » américaines. Nous avons parcouru les différents coins de la ville et nous avons vu que, effectivement, le pouvoir irakien était en recul. Nous avons choisi de mettre en exergue ce moment-là pour l'illustrer : la statue en train de tomber, Place du Paradis.

§ Caroline Sinz, France 3

Je ne pense pas que ce soit véritablement un choix. Les Américains sont arrivés exactement devant l'hôtel Palestine parce que c'est là qu'il y avait tous les moyens directs des télévisions. La guerre d'images était donc devant l'hôtel Palestine. Les Irakiens l'avaient bien compris avant puisque, après chaque bombardement ou chaque bataille, il y avait des défilés de policiers ou de militaires irakiens qui venaient crier sous nos fenêtres que tout allait bien, qu'ils allaient gagner et battre les Américains. En revanche, il est vrai qu'il y avait un décalage énorme : Paris nous disait qu'il s'agissait d'un déferlement de joie, une liesse populaire, alors que, sur place, ce n'était pas du tout cela. C'était très mitigé.

§ Renaud Bernard, France Info

Il y avait peut-être un décalage, mais les journalistes qui étaient présents en Irak, quel que soit le côté où ils ont opéré, étaient extrêmement expérimentés. Je n'ai pas vu de reporters sur place dérapier. En revanche, il est vrai que certains « employeurs », certaines Rédactions, se soient laissés déborder et aient mal interprété les faits qui leur étaient présentés.

§ Hervé Mariton, Député UMP de la Drôme

Je ne sous-estime pas la manière dont notre connaissance réciproque de la manière dont les choses fonctionnent, j'ai simplement dit, et c'était ma relation et mon apport au débat, la différence que je faisais entre la manière dont il m'a semblé, à la BBC, que radio et télévision construisaient leurs journaux. J'ai eu le sentiment d'un degré de préparation, en particulier à la radio, extrêmement fin dans l'entretien préalable. On ne cherche pas l'étranger uniquement pour qu'il intervienne, mais on cherche à avancer et à évoluer dans le contenu.

§ Cyril Lemieux, sociologue

Mon premier questionnement concerne l'intervention d'Éric Rouleau. J'ai eu l'impression qu'il tendait à donner une image fautive d'un métier qu'il connaît bien. En effet, il dit, par exemple : « Le journalisme, c'est subjectif. » Certes, mais c'est aussi un travail collectif, avec des discussions collectives, des règles collectives, et il me semble qu'il faut pondérer ce qui a été dit en précisant, au moins, que c'est quelque chose d'inter-subjectif. Ensuite, il dit que l'objectivité n'existe pas : est-ce pour autant que cela veut dire qu'il n'y a pas de normes de distanciation professionnelle requises ? Il dit que les journalistes n'ont pas pu travailler à Bagdad : sont présents ici deux exemples de journalistes qui ont pu travailler à Bagdad, même si c'était sous contrainte. Il dit également qu'un journaliste ne peut pas aller contre l'opinion : j'imagine qu'il décrit là un état de fait davantage qu'une norme qu'il édicte et je pense que vous déplorez le fait qu'un journaliste ne puisse pas aller contre l'opinion parce qu'il est bien clair

que les journalistes doivent aller contre l'opinion, lorsqu'il le faut. La vraie question est de savoir comment on peut organiser leur travail pour leur permettre d'aller contre l'opinion.

En deuxième lieu, pour revenir sur le constat de départ de Jean-Marie Charon, il me semble qu'il y a un ton beaucoup plus modéré qu'en 1991, l'abandon de la mise en scène, beaucoup moins de manichéisme, mais la question est de savoir si cela tient uniquement à la vertu des Rédactions ou si cela tient au fait que les forces françaises n'étaient pas engagées. Il me semble, par conséquent, que pour bien répondre à cette question, il faut attendre le prochain conflit de dimension internationale dans lequel les troupes françaises seront engagées : là, on verra, dans des conditions défavorables pour leur manque de distanciation professionnelle, si les journalistes ont appris un certain nombre de leçons. Enfin, je crois que nous avons tous été intéressés par les images montées par Caroline Sinz et il me semble qu'il y a là une piste à explorer pour les journalistes : donnez-nous davantage d'images de ce genre, dans la mesure où c'est possible, au moment même où vous travaillez. Cela a été fait un peu, mais je crois que c'est vraiment quelque chose à explorer car lorsqu'un journaliste n'a rien à dire sur le terrain, il a encore quelque chose à dire : nous expliquer pourquoi il n'a pas grand-chose à dire ! À ce moment-là, il faut traiter le public plus en adulte : nous sommes tout à fait intéressés, pas forcément par les faits, mais par la manière dont les journalistes ont des difficultés à les récupérer, etc. Je salue ce travail et je pense que c'est vraiment une piste de réflexion et quelque chose qui doit être beaucoup plus institué dans le travail journalistique sur ces conflits.

§ Caroline Sinz, France 3

Lorsque nous sommes partis, notre direction nous a demandé d'expliquer dans quelles conditions vous travaillez et vous tournez. J'étais journaliste sur place, et il y a des choses que je n'ai pas comprises et sur lesquelles je n'ai pas de réponse. La « pause » en fait partie : quand elle a eu lieu, on nous a dit que nous allions être tranquilles à Bagdad pendant cinq jours, que les Américains étaient en train de réorganiser leurs troupes, etc. Or, sur le terrain, nous avons constaté le contraire : les bombardements n'avaient jamais été aussi intenses. C'est à partir de ce moment-là que l'étau s'est vraiment resserré sur Bagdad. Le ministre de l'Information irakien, dans son avant-dernière conférence de presse, parlant de l'aéroport, nous a dit que la guerre était une guerre psychologique et médiatique. C'est vrai et nous l'avons su dès le début. Quel que soit l'endroit où on était envoyé spécial, chacun essayait de gagner cette guerre psychologique et médiatique. Lorsque les Américains sont arrivés à Bagdad, ils ont utilisé d'autres moyens que les Irakiens, mais ils ont eu le même contrôle sur la presse. Nous avons eu autant de difficultés pour travailler avec les Américains qu'avec les Irakiens, sauf que nous pouvions sortir avec nos téléphones portables à la main et aller partout.

§ Jean Hulin, retraité de l'enseignement technique

Je précise que j'ai fait toute ma carrière de professeur de mathématiques dans un établissement public, laïque et d'État, spécialisé dans la rééducation des mutilés de guerre, situé à Bordeaux. À la fin de la guerre de 1914, il y a eu des centaines d'écoles de ce genre pour rééduquer les 850 000 mutilés qui étaient dans l'incapacité, à la fin de la guerre, d'exercer le métier qu'ils avaient lorsqu'elle a commencé. À ce titre, j'ai eu affaire à des mutilés de la guerre de 1914-18, de la guerre de 1939-1945, de l'Indochine, de l'Algérie, j'ai participé à la rééducation professionnelle de combattants républicains espagnols, portugais, de légionnaires allemands, italiens, etc.

Au contact de ces mutilés de guerre, j'ai reçu des tas de témoignages vécus et j'ai toujours appris qu'il y avait trois théâtres d'opération : le théâtre terrestre, le théâtre aérien et le théâtre maritime. De nos jours, il y en a un quatrième : le théâtre médiatique. Ces états-majors ont pour vocation de pratiquer l'intox et le contre-intox, systématiquement. Il s'agit de tromper les pauvres soldats qui se battent dans un camp et de tromper les pauvres soldats qui se battent dans un autre camp, de tromper les peuples qui souffrent énormément. Aujourd'hui, en Irak, on voit des choses épouvantables : les humains se comportent comme d'incorrigibles ratés ! Entre août 1914, début de la Première Guerre mondiale, et août 1945, fin de la Deuxième Guerre mondiale, il s'est écoulé 31 ans : en 31 ans, en Europe, il y a eu 75 millions de morts ; pas un village, pas une ville européenne qui n'ait pas de

monument aux morts et les humains continuent à se bagarrer, à l'entre-tuer, à s'intoxiquer, à se tromper systématiquement pour favoriser quelques « tarés » qui ne peuvent régler les problèmes que par la force ou en faisant couler le sang. C'est quelque chose d'épouvantable pour l'homme que je suis, à l'automne de ma vie ou au début de l'hiver, et je suis prêt à sombrer dans le pessimisme le plus noir parce qu'aucun progrès n'est fait sur ce plan de la conscience morale.

Vous, jeunes journalistes, qui travaillez en première ligne, vous avez le courage d'affronter les dangers, vous rapportez des témoignages pris sur le vif en toute sincérité, vous donnez vos photos, vos films, mais tout cela est filtré à un échelon qui vous dépasse. On ne fait connaître aux gens que ce qui est favorable au pouvoir en place à ce moment-là et défavorable aux ennemis.

§ Thierry Constant, conseiller régional « jeune » de la Région Midi-Pyrénées

Au début du débat, il a été dit que pendant la première guerre en Irak les images qu'on montrait présentaient une certaine analogie avec les jeux vidéos de guerre. Pour ma part, lorsque je vois les images que l'on nous a montrées tout à l'heure, j'ai un peu une impression de films de guerre, que cela donne aux gens qui regardent le reportage l'impression de savoir comment cela se passe là-bas. Je n'accuse pas les journalistes qui font cela car je n'ose même pas imaginer combien cela doit être éprouvant et dur de travailler dans ces conditions. Je me demande si ce n'est pas insuffisant. J'ai l'impression qu'on nous montre les faits sans vouloir aller plus loin, juste pour essayer de choquer, de réveiller les gens, mais après ? Que vont penser les gens après avoir vu ces images ? Il faudrait aller au-delà.

§ Christian Dauriac, France 3

Sur la prétendue supériorité du système d'information et d'encadrement des journalistes américain par rapport au système irakien, je voudrais dire qu'il y a eu à peu près autant de journalistes qui ont perdu leur accréditation à Doha ou parmi les journalistes embedded que de journalistes expulsés de Bagdad. On ne peut donc pas fonder une théorie sur le système américain qui serait plus fort que le système irakien.

Dans ce système d'organisation et d'encadrement de l'information, aussi bien du côté américain que du côté irakien, je continue de m'interroger sur le fait de savoir pourquoi les Américains ont délibérément tiré sur les journalistes, aussi bien d'Al-Jazzira que les journalistes étant à l'étage en dessous de celui où se trouvait Caroline Sinz. Un ordre est passé par un état-major, cela ne s'est pas fait de manière spontanée et je pense que cela a été largement réfléchi : comment interprétez-vous ce choix des Américains ? Est-ce une manière de faire se tenir tranquilles les journalistes ? Est-ce un message qui leur est adressé ? Est-ce un message adressé à l'opinion publique ? Qu'est-ce que cela signifie ?

§ Éric Rouleau, journaliste, ancien ambassadeur

Il ne faut pas vous offenser de ce que j'ai dit : je m'inclus dans le groupe de journalistes subjectifs. La subjectivité est un fait et non pas quelque chose d'inventé.

§ Cyril Lemieux, sociologue

C'est une description que je vous accorde, mais c'est incomplet car vous ne prenez pas en compte la dimension collective du travail de journaliste au sein d'une Rédaction.

§ Éric Rouleau, journaliste, ancien ambassadeur

J'ai assisté à beaucoup de réunions de Rédactions et nous sommes tous faits de la même matière : que vous preniez n'importe quel groupe de journalistes, ils ont le même background, les mêmes peurs, etc. Ce que vous voulez évoquer et que vous n'avez pas dit de manière claire, concerne la diversité d'opinions : c'est vrai que ce qui nous rapproche, en démocratie, non pas de l'objectivité parce qu'elle n'existe pas, mais de la vérité, c'est la diversité des opinions que nous avons la chance d'avoir dans nos pays démocratiques et c'est une bonne chose. J'ai remarqué que, dans la presse américaine, pendant la période qui a précédé la guerre, on n'a pas donné la parole à tous les militants contre la guerre, soit pour ne pas heurter l'opinion, soit parce qu'on trouvait que c'était ridicule de leur donner la parole ; il y a eu quelques exceptions : quelques personnalités conservatrices du Parti Républicain qui étaient contre la guerre ont eu droit à quelques articles, mais c'est tout. La diversité est très importante en démocratie et je répète que c'est une façon de se rapprocher de la vérité.

Ma seconde remarque concerne une tendance. Je suis le fruit de l'école du *Monde* - celui du fondateur Beuve-Méry et de Jacques Fauvet - et un principe de base du journal, déjà peu suivi à l'époque dans la presse mondiale, était que le directeur du journal voulait des spécialistes, des gens qui connaissaient les langues, l'histoire, et chacun de nous avait son domaine : celui qui s'occupait de l'Amérique latine parlait parfaitement bien le portugais et l'espagnol, connaissait l'histoire de l'Espagne, du Portugal, etc. Nous n'avions pas ce que l'on appelle aujourd'hui les « généralistes ». La tendance dans la presse française, aujourd'hui, parce que cela coûte moins cher, parce que c'est plus pratique de prendre quelqu'un à Bagdad pour l'envoyer en Amérique Latine, puis d'Amérique Latine de l'envoyer ailleurs, est aux généralistes. Ils veulent des généralistes et, ensuite, se justifient en disant que c'est un « regard neuf », qu'ils ne veulent pas du regard d'un spécialiste. Je suis contre ce système car je pense que dans les journaux sérieux, on a besoin de bons spécialistes qui savent de quoi ils parlent. C'est peut-être cela que l'on peut déplorer maintenant : y compris dans *Le Monde*, on trouve des journalistes qui ont fait tout, qui sont partis d'Amérique Latine pour se retrouver au Kosovo, du Kosovo il va à Bagdad ... Or, les journalistes ne peuvent pas être des encyclopédistes, ils ne peuvent pas tout savoir. Ceci dit, j'ai commencé par rendre hommage à mes collègues car, compte tenu des difficultés auxquelles ils se sont heurtés, je sais qu'ils ont fait un très bon travail, mais je voulais attirer votre attention sur les contraintes, les limites, d'un journalisme de vérité, et non pas d'objectivité.

§ Eric Wishart, journaliste, AFP

Concernant cette question d'objectivité, il ne faut pas confondre non plus l'objectivité avec les choix hiérarchiques. Chacun vient de sa culture, a ses idées politiques, mais dans des médias comme les grandes agences de presse, il faut être objectif. En lisant un article, si je me dis que c'est pro-américain ou pro-irakien, c'est que ce n'est pas objectif. Dans les choix des sujets, il y a des tendances en fonction de chaque culture, un journal arabe ne publiera pas la même histoire à la une qu'un journal britannique, mais il ne faut pas confondre les choix rédactionnels avec l'objectivité.

§ Jean-Marie Charon, sociologue, CNRS

Ma première remarque concerne ce qui a été dit sur le fait que tous les matins, tout recommence à zéro. C'est peut-être une impression que l'on peut avoir en écoutant certaines antennes, mais je crois quand même que dans le traitement de la dernière crise, on peut constater qu'il y a eu un travail fait par certains médias visant à revenir sur des sujets de fond. Certains sujets n'ont pas été abordés en leur temps. Ainsi, lorsque Bush arrive au pouvoir, on ne comprend rien et on n'explique pas grand-chose, dans la presse française, sur ce qu'il représente, c'est-à-dire sur tout ce qui a été évoqué ici sur le courant néo-conservateur, sur ce que sont ses idées, etc. Or, il me semble que pendant cette guerre, on a vu davantage de choses dites, dans les dossiers, sur ce qu'étaient ces gens-là, d'où ils venaient, quels étaient leurs liens, etc. Je trouve donc que, malgré tout, qu'il y a eu davantage de travail de fond permettant à chacun d'entre nous de reprendre une distance réflexive sur l'événement. Une deuxième remarque est que je crois, fondamentalement, que l'information en temps de guerre est une mission impossible, qu'on le veuille ou non.

À la fois, les médias sont obligés de rendre compte de l'événement et de l'analyse, mais on sait que c'est le moment le plus compliqué pour eux, celui où, par définition, on veut cacher ce qui est essentiel et où on manipule au maximum, en fonction des intérêts des uns et des autres. Donc, dans ce cadre-là, quelle est la bonne posture ? Ce qui émerge, c'est une posture où on révèle ce que sont les mécanismes. Ce que j'ai trouvé de plus intéressant dans un certain nombre d'approches journalistiques, c'est la manière dont cela fonctionne, l'explication des contraintes. Certains d'entre nous vont dire que ce n'est pas suffisant et je suis d'accord, mais c'est déjà quelque chose d'intéressant dans l'évolution de la posture et dans la possibilité d'entrer dans des débats tels que les nôtres aujourd'hui, dans lesquels on réfléchit davantage sur les solutions, sur les réponses que l'on peut avoir et sur la manière d'aller un peu plus loin en fonction des différentes contraintes. Dans le décryptage de la posture, il y a à la fois la façon dont on peut remonter vers une analyse et il y a la fonction du témoignage : il ne faut pas oublier que par tous les bouts dont le journaliste peut être témoin, il ne faudrait quand même pas qu'il se prive de l'être.

Or, ces images sont des images de témoignage : on ne peut pas nous dire que cela n'a pas existé. Si on peut commencer à dire qu'il n'est pas possible qu'il n'y ait pas plus de morts irakiens qu'on nous l'a dit, c'est parce qu'on voit ces images-là. C'est vrai qu'il y a une guerre de l'image, une guerre des symboles, etc., mais il y a aussi une réalité et il ne faudrait surtout pas oublier que l'on a un travail à faire maintenant : dire ce qui a été détruit, ce qui reste de l'Irak aujourd'hui, quels sont les problèmes auxquels ce pays est confronté. Je trouve qu'il y a actuellement un énorme déficit sur cette analyse d'où en est de la situation en Irak.

Enfin, en réponse à Christian Dauriac, ce que je crains, c'est que les morts de journalistes, et, notamment des journalistes de télévision ces derniers temps, soient l'émergence d'un certain type de rapports entre l'armée américaine et les médias. C'est-à-dire que, n'ayant pas réglé vraiment de manière satisfaisante les problèmes avec les pools, ni avec le système des embedded parce que, à côté des embedded, il y a les indépendants, finalement on n'entre dans un mode de relation beaucoup plus rugueux, basé sur le chantage et l'ultimatum : « Soit vous êtes sous notre aile et vous travaillez comme on le désire, soit vous prenez vos risques d'indépendants, mais à chaque fois que vous irez trop loin, on tirera. » De ce point de vue là, les Américains ne sont pas les seuls, car je crois que c'est également ce qui se passe maintenant en Palestine. J'ai été très choqué de voir que la collectivité des journalistes français n'ait pas plus réagi à la mort du dernier journaliste de Reuters : quand j'ai entendu sur France Inter que l'on pouvait confondre une caméra avec un lance roquettes, c'est insupportable ! Le « b-a, ba » du métier de militaire, c'est d'apprendre à quoi ressemblent les armes adverses et si la caméra fait partie de ces armes, cela veut dire que l'on a effectivement changé de relations avec les médias.

§ Danièle X, association des auditeurs de France Culture

Ce qui m'intéresse, c'est le lien entre la culture et l'information, je me demande si l'on ne fait pas une erreur aujourd'hui à la fois dans le monde journalistique et dans ce que l'on attend des journalistes en croyant que l'information produit la vérité. Il n'y a pas d'objectivité, il y a de la vérité, mais ce n'est pas de l'information que peut venir la vérité. Le vécu n'est pas la vérité ! L'information a peut-être un autre rôle : vérifier ou infirmer des connaissances, des théories, des analyses. On n'est pas obligé d'aller sur le terrain pour tout, mais, d'un autre côté, on y va peut-être plus efficacement quand on va chez des gens dont on sait qu'ils ont déjà des analyses, qu'ils sont des alliés et qu'ils ont un point de vue qui est intéressant.

L'ennui, c'est que l'on attend des journalistes des informations qui ne nous donneront aucune connaissance et les journalistes ont aussi l'impression que de leurs informations dépend la connaissance, alors que la dialectique est peut-être beaucoup plus subtile que cela et part davantage de la théorie. Cela ne veut pas dire que l'information est remplaçable - c'est irremplaçable -, mais ce n'est pas toute la vérité.

§ Olfa Lamoum, politologue, université Paris X-Nanterre

Je pense que l'objectivité n'existe pas et la preuve en est que nous avons eu plusieurs couvertures de guerre : la guerre telle qu'elle a été décrite par Al-Jazeera ou Abu-Dhabi, ne ressemble absolument pas à la guerre de Fox News ou de France 3. On a vu « des » séquences de guerre et on n'a pas vu une couverture complète de la guerre. Trois moments forts n'ont pas été couverts, les journalistes en étant absents : la prise de Bagdad, que l'on a suivi à partir d'une place ; la bataille de l'aéroport et la fameuse « pause » qui est restée un peu énigmatique. Concernant la prise de Bagdad, il est important de souligner que ce qui est prioritaire ou plus important, c'est effectivement le sens. Ces images-là et la transmission en direct avaient un sens : la chute du régime de Bagdad, mais le sens était quand même mis en scène et produit par un rapport de forces militaires sur place, en l'occurrence américain. Entre le 8 et le 9 avril, 25 journalistes étaient bloqués dans le siège de Abu-Dhabi, une majorité de journalistes arabes, et ils ne pouvaient pas aller ailleurs et qui ne pouvaient pas filmer, y compris dans cette zone où il y avait une bataille ce jour-là, la zone des ministères.

§ Renaud Bernard, France Info

Ils n'ont pas pu bouger parce que les deux parties belligérantes, autant les Irakiens que les Américains, ont refusé de laisser passer le convoi du CECR pour les évacuer. Concernant le journaliste d'Al-Jazzira - et paix à son âme parce que c'était un confrère merveilleux -, quand on se trouve entre la cible et le tireur, c'est suicidaire.

§ Caroline Sinz, France 3

Tous les journalistes étaient à l'hôtel Palestine et Al-Jazzira avait eu l'autorisation des autorités irakiennes pour avoir un bureau de l'autre côté du Tigre, à côté d'un dépôt, là où l'on voyait les chars américains. En tant que journaliste, je suis restée à Bagdad après les Américains et je n'ai toujours pas compris la bataille de Bagdad : nous avons été conditionnés, en tout cas à Bagdad, pour y croire ! Tout pouvait nous laisser croire qu'il y aurait un siège et une bataille de Bagdad. Cela n'a pas eu lieu et nous, les journalistes, tout comme la population qui s'y préparait, n'avons pas compris ce qui s'est passé. Aujourd'hui, nous avons des éléments de réponse, mais dans notre travail, en tout cas à la télévision, nous n'avons pas apporté toutes les réponses à cette question. Puisque nous avons vécu le tir sur l'hôtel Palestine et que Christian Dauriac demandait comment nous interprétions celui-ci, tout comme sur Al-Jazzira auparavant, c'est là où mon avis est un peu différent de celui de Renaud Bernard. Ce jour-là, en deux heures, trois journalistes sont tués - deux caméramans et un journaliste -, cela fait beaucoup en peu de temps, au moment où les Américains entrent dans Bagdad. On voit bien sur les images que le char vise délibérément l'hôtel ; le haut commandement américain n'ignorait pas que tous les journalistes étaient consignés dans cet hôtel et le 12 août, l'armée américaine, dans ses conclusions d'une enquête qui ne sont pas encore rendues publiques, a bien dit que c'était un tir d'autodéfense qui répondait à une attaque venant de l'hôtel Palestine.

§ Animateur

Un élément important est donc que des éléments commencent à être connus aujourd'hui sur ce qui a fait mystère pendant la période de la guerre. On commence, par exemple, à savoir pourquoi il n'y a pas eu de bataille de Bagdad et à avoir des analyses. Il est essentiel d'assurer le suivi de ce qui a été couvert, jour après jour, pendant le conflit. Cela ne s'est pas arrêté avec la fin de la guerre, même si elle se prolonge, et le travail des journalistes est aussi de poursuivre l'interrogation rétrospective pour expliquer.